

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/8/Add.1

11 avril 1997

(97-1674)

---

Comité de l'évaluation en douane

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

### Addendum

A sa réunion du 12 mai 1995, le Comité de l'évaluation en douane est convenu que la diffusion en tant que documents de l'OMC des documents d'information établis pour le Comité technique de l'évaluation en douane sur les activités d'assistance technique contribuerait à assurer une meilleure transparence de ces activités conformément à l'article 20:3 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.

Le présent document contient des renseignements additionnels concernant les activités d'assistance technique qui sont repris du document de l'OMD n° 41.091 du 26 février 1997. Il actualise le document du GATT VAL/W/29/Rev.9 et les documents de l'OMC G/VAL/W/4 et G/VAL/8.

---

## I. Introduction

1. Le paragraphe 3 de l'article 20 de l'Accord prévoit l'établissement de programmes d'assistance technique à l'intention des pays en développement. Il poursuit en indiquant que cette assistance technique peut comporter, entre autres, la formation de personnel, une assistance pour l'établissement de mesures de mise en oeuvre, l'accès aux sources d'information concernant la méthodologie en matière de détermination de la valeur en douane et des conseils au sujet de l'application des dispositions de l'Accord. Il faut admettre à cet égard que, pour les pays en développement qui, en devenant Parties à l'Accord, se sont engagés à appliquer l'Accord à une date précise et pour ceux qui envisagent de l'appliquer dans un proche avenir, il est urgent de disposer d'un petit groupe de fonctionnaires des douanes initiés au fonctionnement du Code. Parmi divers programmes d'assistance technique offerts, la formation du personnel occupe donc un rang prioritaire.

2. Comme indiqué à l'annexe II de l'Accord, le Comité technique a notamment pour attributions de faciliter l'octroi d'une assistance technique en vue de promouvoir l'acceptation de l'Accord sur le plan international. Le Comité technique a fait valoir à sa première réunion que le Conseil de coopération douanière (actuellement l'Organisation mondiale des douanes (OMD)), par l'intermédiaire de son secrétariat, pourrait coordonner la mise au point d'un programme d'assistance technique en collaboration avec les administrations membres disposées à fournir une assistance et avec d'autres organisations internationales. Le programme du Conseil pour la décennie 90 attache également une importance considérable à l'organisation de séminaires et de cours de formation portant sur le Code du GATT.

3. Lors de sa huitième session, le Comité technique a examiné le document 31.808 qui fournit des explications sur les séminaires et les cours de formation organisés sur la valeur en douane, notamment sur l'Accord sur l'évaluation du GATT et sur l'activité du Conseil de coopération douanière dans ce domaine. Le Comité a estimé que ce document est utile et a chargé le secrétariat d'actualiser périodiquement les renseignements disponibles. Au cours des sessions successives du Comité, des documents révisés ou des suppléments ont été élaborés pour mettre à jour périodiquement ces renseignements. Le présent document contient les renseignements fournis par le secrétariat de l'OMD au sujet de ses activités les plus récentes dans le domaine de l'assistance technique.

## II. Séminaires

4. Trois séminaires régionaux additionnels ont eu lieu:

- L'OMD a organisé un séminaire régional sur la mise en oeuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane à Grand-Bassam (Côte d'Ivoire), du 22 au 26 avril 1996. Le séminaire, fruit de la collaboration entre la Direction de la valeur et la Direction de la technique douanière du secrétariat, était destiné à fournir une information aux membres de la représentation régionale d'Afrique de l'ouest, du centre et du nord sur le contenu et la description des principales dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation, d'une part, et sur la préparation, l'organisation et la méthodologie des contrôles à opérer dans le cadre du même accord, d'autre part. Trente-deux participants venant de 14 pays et de deux organisations internationales (les Unions douanières UDEAC et UEMOA) de la région ont assisté au séminaire.
- Un séminaire régional s'est tenu à Douala (Cameroun), du 4 au 8 novembre 1996. Quatre-vingt-sept participants venant de 12 pays africains y ont assisté. Si les fonctionnaires des administrations des douanes étaient majoritaires, il faut signaler la présence de fonctionnaires de l'Union douanière UDEAC et de 13 représentants du secteur privé. Les deux animateurs (du secrétariat de l'OMD) ont fourni aux participants une vue d'ensemble des dispositions tant techniques que générales de l'Accord.

L'échéance pour l'application de l'Accord étant de trois ans, l'accent a été mis sur le caractère prioritaire de l'élaboration de nouveaux projets de législation, réglementation et pratiques administratives, tâche qui requiert beaucoup de temps. La question de l'inspection avant expédition a également fait l'objet d'un débat.

- Un séminaire régional a été organisé à Hô Chi Minh-Ville (Viet Nam), du 13 au 17 janvier 1997, et animé par des fonctionnaires de la Sous-Direction de la lutte contre la fraude et de la Direction de la valeur. Il a réuni des représentants de 21 pays de la région Asie/Pacifique et mis l'accent sur la mise en oeuvre de l'Accord. Diverses questions ont été traitées, notamment la législation, la structure administrative, l'utilisation des ordinateurs, les formules de déclaration, l'audit *a posteriori* ainsi que les mesures destinées à lutter contre la fraude commerciale. Ce séminaire a été pris en charge par l'Administration des douanes japonaises.

### III. Cours de formation

#### 5. Un cours additionnel a eu lieu depuis octobre 1996:

- Un cours de formation portant à la fois sur les techniques pédagogiques et l'Accord du GATT sur l'évaluation a été organisé à Jogjakarta (Indonésie), du 4 au 22 novembre 1996, pour la région Asie/Pacifique. Ce cours de formation a été pris en charge par le Programme nordique de l'OMD et a réuni 16 participants venus d'Indonésie, de Malaisie, des Maldives, de Mongolie, des Philippines et de Thaïlande, ainsi que quatre instructeurs (Danemark (deux), Finlande et Norvège). Deux des formateurs ont dispensé une formation technique concernant l'Accord du GATT/de l'OMC sur l'évaluation. Un fonctionnaire de l'OMD a apporté un soutien administratif et logique. C'était le premier cours organisé dans le cadre du Programme nordique qui combinait évaluation et techniques pédagogiques.

### IV. Autres activités d'assistance technique

#### 6. Depuis le dernier rapport, quatre activités additionnelles ont été organisées dans le domaine de l'assistance technique:

- Un atelier sur la mise en oeuvre de l'Accord du GATT sur l'évaluation a été organisé du 29 octobre au 1er novembre 1996 à Lagos et Abuja (Nigéria). Il avait pour objet d'examiner les procédures d'évaluation en vigueur, d'informer brièvement les participants sur l'Accord du GATT sur l'évaluation et d'étudier avec l'équipe chargée de la mise en oeuvre les mesures à prendre avant la pleine application de l'Accord. Un fonctionnaire de l'OMD a présenté un exposé fournissant des conseils précis quant aux mesures à prendre par les administrations des douanes pour préparer la mise en oeuvre de l'Accord.
- En novembre 1996, un fonctionnaire de la Direction de la valeur et un fonctionnaire des douanes canadiennes se sont rendus auprès des douanes égyptiennes dans le cadre du programme mixte évaluation/lutte contre la fraude du secrétariat. Ces fonctionnaires ont animé à l'intention des fonctionnaires des douanes égyptiennes de brefs séminaires concernant l'Accord et le plan d'action de l'OMD sur la fraude commerciale. Ils ont également rencontré les fonctionnaires responsables de la mise en oeuvre de l'Accord en Egypte et les ont aidés à concevoir un plan d'action à cette fin.

- Du 3 au 6 décembre 1996, un membre de la Direction de la valeur a effectué une mission d'expert à Tunis (Tunisie). La mission a consisté en un exposé théorique de trois jours sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation, qui s'adressait aux cadres moyens de l'administration et était suivi d'une table ronde d'une journée qui a réuni les fonctionnaires auxquels incombera la responsabilité de la mise en oeuvre de l'Accord en Tunisie.
- Du 9 au 13 décembre 1996, un membre de la Direction de la valeur a participé à une mission conjointe fraude commerciale/évaluation en douane organisée par le secrétariat à Casablanca (Maroc). Les quatre premiers jours ont surtout été consacrés à l'étude des procédures douanières existantes, à la lutte contre la fraude et aux techniques de contrôle de la valeur déclarée. Le dernier jour, une table ronde a réuni les fonctionnaires de l'administration centrale responsables de l'évaluation. L'objectif de la réunion était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre au Maroc de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.